



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais
Séance Plénière du 15 février 2012

Réglementation thermique 2012 : généralisation du BBC

Après deux années de travaux et une large concertation selon la méthode du Grenelle Environnement, les textes de la nouvelle réglementation thermique 2012 ont été publiés le 26 octobre 2010.

La réglementation s'applique pour les logements neufs (maisons individuelles, immeubles collectifs, foyers de jeunes travailleurs et cités universitaires) situés en zone ANRU depuis le 28 octobre 2011. Elles s'applique également depuis cette date aux bureaux, les bâtiments d'enseignement et les établissements d'accueil de la petite enfance. Pour les autres bâtiments tertiaires des arrêtés spécifiques doivent intervenir prochainement. Enfin les bâtiments neufs à usage d'habitation situés en dehors des périmètres de rénovation urbaine seront soumis à la réglementation à partir du 1^{er} janvier 2013.

La Réglementation Thermique 2012 vise une consommation d'énergie primaire limitée à 50 kWh/m².an en donnant la priorité à la qualité de la conception du bâti et à l'utilisation d'un bouquet énergétique équilibré. Offrant une grande liberté dans la conception des bâtiments, c'est avant tout une réglementation d'objectifs.

Cette nouvelle réglementation se veut plus simple et plus lisible que les précédentes :

- les exigences sont désormais exprimées en valeur absolue, et non plus en valeur relative, ce qui nécessitait de comparer chaque bâtiment à un bâtiment de référence théorique;
- la RT 2012 se concentre sur la performance globale du bâtiment. Ainsi, une plus grande liberté de conception est laissée aux maîtres d'œuvre.

Les exigences de moyens sont moins nombreuses que dans les précédentes réglementations thermiques, mais il en reste quelques-unes :

- traitement des ponts thermiques et de l'étanchéité à l'air pour garantir la qualité de la mise en œuvre,
- une surface minimale de baies vitrées pour assurer le confort,
- le recours obligatoire aux énergies renouvelables ou à des systèmes très performants (microcogénération, Eau Chaude Sanitaire thermodynamique, ...) en maison individuelle, pour accélérer le développement de ces techniques.

Trois exigences de résultats :

1. L'exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti : le besoin bioclimatique ou «Bbiomax»

Les besoins en énergie devront être limités par la conception même du bâti, indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre. L'efficacité énergétique est alors exprimée par le besoin climatique Bbio pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage. Remplaçant le coefficient Ubat de la RT 2005 qui ne considère que l'isolation, ce nouvel indicateur traduit le niveau d'isolation et la conception bioclimatique du bâtiment.

2. L'exigence de consommation conventionnelle maximale d'énergie primaire : le «Cmax»

La RT 2012 impose une consommation conventionnelle maximale d'énergie primaire: Cmax, pour le chauffage, le refroidissement, l'éclairage, l'eau chaude et les auxiliaires (pompes et ventilateurs). Sa valeur de 50 kwh/m2.an, niveau du label actuel BBC Effinergie, est modulée en fonction de la zone géographique, de l'altitude, de l'usage du bâtiment, de la surface des logements et des émissions de gaz à effet de serre.

Afin d'encourager l'utilisation des énergies vertueuses en termes de CO₂, l'exigence de consommation sera donc modulée en fonction des émissions de gaz à effet de serre. Le bois-énergie et les réseaux de chaleur les moins émetteurs de CO₂ feront l'objet d'une réduction de l'exigence de consommation Cmax qui pourrait atteindre 30%.

De même, pour tenir compte du fait que certains postes de consommation ne sont pas directement liés à la surface des locaux, et donc pour ne pas pénaliser les maisons de petite surface, Cmax sera modulé en fonction de la surface des logements individuels, allant de 40 kWh/m².an pour une maison de plus de 200 m² à 62 kWh/m².an pour une maison de 70 m².

Enfin, pour ne pas pénaliser le logement collectif (« qui présente des avantages énergétiques et environnementaux incontestables (densification, maîtrise de l'étalement urbain, recours accru aux transports collectifs) »), l'exigence de consommation Cmax est augmentée de 7,5 kWh/m².an dans le logement collectif, jusqu'au 1er janvier 2015.

3. L'exigence de confort d'été dans les bâtiments non climatisés

Comme dans la RT 2005, le confort d'été dans les bâtiments non climatisés est déterminé par une température intérieure conventionnelle de référence à ne pas dépasser.

En conclusion

Grâce à une meilleure conception des bâtiments et une généralisation des techniques les plus performantes, la Réglementation Thermique 2012 devrait permettre de réduire la consommation globale d'énergie d'un facteur 2 à 4, et de diviser les besoins de chauffage par 2 ou 3. C'est une contribution majeure à la « Feuille de route énergétique et climatique » du Grenelle Environnement avec 150 milliards de kWh économisés et jusqu'à 35 millions de tonnes de CO₂ en moins d'ici 2020.

Les services de l'Etat, DREAL et DDTM, ont engagé une campagne d'information sur la RT 2012. Cette campagne s'est appuyée sur des réunions d'information avec les professionnels de la construction adaptées au public concerné (en partenariat avec le CETE Nord Picardie) :

- réunion à l'AR Habitat (cycle thermique) à destination des bailleurs sociaux le 22/09/11 (70 participants)
- réunion le 21/11/11 organisée par la DDTM du Pas de calais au CVRH d'Arras (70 participants)
- réunion 29/11/11 organisé par la DDTM du Nord au CETE Nord Picardie (140 participants)
- réunion à la MAV (Maison de l'architecture et de la ville) à destination des architectes (ENSAPL, UNSFA, Ordre des architectes) le 9/12/11 à Lille (70 participants)
- Réunion en partenariat avec la FFB et les entreprises affiliées le 16/11/12 à Marcq en Baroeul et le 2/12/12 à Marly (100 participants)
- Réunions envisagées avec la CAPEB au second trimestre 2012